

UN Human Rights Council – 45th regular session
Item 4: General Debate
Oral statement

Delivered by: Nicolas Agostini

Madame la Présidente,

Une fois de plus, DefendDefenders et AfricanDefenders attirent l'attention du Conseil sur les violations généralisées et systémiques des droits humains commises au **Cameroun**. Depuis 2016, les griefs de longue date exprimés par la région anglophone quant à la discrimination politique et économique dont elle est victime ont rencontré une sanglante répression d'État qui a causé la mort de plus de 3.000 personnes, des déplacements de masse, et de nombreuses violations, dont des détentions arbitraires. Les séparatistes armés ont également commis des violations abjectes.

Dans une étape vers la décentralisation, le Président Biya a annoncé de façon unilatérale que les premières élections régionales se tiendraient en décembre. Toutefois, de nombreux partis d'opposition pensent qu'une réforme profonde de la loi électorale est un prérequis à des élections libres, équitables et transparentes. Le Conseil devrait faire de la reddition des comptes pour les graves violations commises une priorité de sa stratégie et signaler ainsi son engagement en faveur de la justice au Cameroun. Il devrait établir des indicateurs de progrès et se tenir prêt à mettre sur pied une enquête indépendante sur la situation des droits humains au Cameroun.

In **Egypt**, the 15-year sentence against CIHRS Director Bahey eldin Hassan sets a dangerous precedent, as counter-terrorism provisions might be used against more human rights defenders (HRDs) and other non-violent government critics, to smear and discredit them. The Council should end its shameful collective silence on Egypt's egregious rights record, which includes torture, enforced disappearances, and mass arbitrary detention. It should demand the release of arbitrarily detained citizens, including HRDs, activists, journalists and other non-violent dissenters, including women users of Tiktok detained on spurious "morality" charges.

In **Zimbabwe**, we are concerned about reports of increasing arbitrary arrests, including of opposition party members, journalists, HRDs, and student leaders, and about the arrest, abduction, torture and sexual assault of women. Regional bodies and mechanisms, as well as this Council, must demand an immediate end to these gross human rights violations.

Thank you for your attention.